

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

L. TROTSKY

La tragédie du prolétariat allemand

Les ouvriers allemands se relèveront; le stalinisme jamais !

Le prolétariat le plus puissant d'Europe par sa place dans la production, son poids social, la force de ses organisations, n'a manifesté aucune résistance lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir et des premières attaques violentes contre les organisations ouvrières. Tel est le fait sur lequel il faut s'appuyer pour les calculs stratégiques ultérieurs.

Il serait évidemment stupide de croire que le développement ultérieur de l'Allemagne ira sur la voie italienne; qu'Hitler fortifiera pas à pas sa domination sans résistance sérieuse; que le fascisme allemand aura de longues années de domination. Non, le sort ultérieur du national-socialisme, il faudra le tirer de l'analyse des conditions allemandes et internationales, non de pures analogies historiques. Mais ceci est dès maintenant évident: si depuis le mois de septembre 1930, nous avons exigé de l'I. C. de viser court en Allemagne, maintenant il nous faut bâtir une politique visant loin. Avant que le combat décisif soit possible, l'avant-garde du prolétariat devra s'orienter à nouveau, c'est-à-dire comprendre clairement ce qui s'est passé, répartir les responsabilités de la grande défaite historique, tracer la nouvelle voie, et de cette façon regagner la confiance en elle-même.

Le rôle criminel de la social-démocratie ne nécessite aucun commentaire: l'I. C. fut créée 14 ans auparavant précisément pour arracher le prolétariat à l'influence démoraleuse de la social-démocratie. Si cela n'a pas réussi jusqu'à présent, si le prolétariat allemand s'est trouvé impuissant, désarmé, paralysé, au moment de la plus grande épreuve historique, la faute directe et immédiate est retombe sur la direction de l'I. C. post-léninienne. C'est la première conclusion qu'il faut tirer immédiatement.

Sous les coups portés de la bureaucratie serva jusqu'au bout sa fidélité au parti officiel. Les bolcheviks-léninistes partagent maintenant le sort de toutes les autres organisations communistes: nos militants de cadres sont arrêtés, nos éditions interdites, notre littérature confisquée. Hitler s'empressa même de suspendre le Bulletin de l'Opposition, paraissant en langue russe. Mais si, ensemble avec toute l'avant-garde prolétarienne, les bolcheviks-léninistes supportent les conséquences de la première victoire sérieuse du fascisme, ils ne peuvent pas et ils ne veulent pas porter sur eux même l'ombre de la responsabilité pour la politique officielle de l'I. C.

Depuis 1923, c'est-à-dire depuis le début de la lutte contre l'Opposition de gauche, la direction stalinienne aida de toutes ses forces, quoique indirectement, la social-démocratie à dérouter, à embrouiller, à affaiblir le prolétariat allemand; elle arrêta, elle freina les ouvriers quand les conditions créaient une offensive révolutionnaire courtoise; elle proclama l'approche de la situation révolutionnaire, tandis que celle-ci était déjà dépassée; elle passait des accords avec des phraseurs et des bavards petits-bourgeois; elle boitait impuissante à la queue de la social-démocratie sous la forme de la politique du front unique; elle proclamait la « troisième période » et la lutte pour la conquête de la rue dans des conditions de reflux politique et de faiblesse du P. C.; elle remplaçait la lutte sérieuse par des bonds, des aventures ou des parades; elle isolait les communistes des syndicats de masse; elle identifiait la social-démocratie avec le fascisme et refusait le front unique avec les organisations ouvrières de masse devant les bandes agressives des nationaux-socialistes; elle sabotait la moindre initiative de front unique de défense locale, en même temps elle trompait systématiquement les ouvriers quant au rapport réel des forces, défigurait les faits, présentait les amis comme des ennemis, et les ennemis comme des amis — et serait de plus en plus fort la gorge du Parti, ne lui permettant plus de respirer librement, ni de parler, ni de penser.

Dans la vaste littérature consacrée à la question du fascisme il suffit de se reporter au discours de Thaelmann chef officiel du P. C. allemand, qui au Plenum de l'Exécutif de l'I. C. en avril 1931, dénonçait les « pessimistes », c'est-à-dire les gens qui savent prévoir, dans les termes suivants: « Nous n'avons pas laissé les dispositions à la panique nous dérouter... Nous avons sobrement et fermement constaté que le 14 septembre (1930) fut dans un certain sens la meilleure journée de Hitler et qu'après viendront non des jours meilleurs, mais pires. Cette appréciation que nous avons donnée du développement de ce parti est confirmée par les événements... Aujourd'hui les fascistes n'ont plus de raison de rire. » Se référant à la création par la social-démocratie de groupes de défense, Thaelmann prouva dans le même discours que ces groupes ne différaient en rien des sections de combat des nationaux-socialistes et que tous deux se préparaient parallèlement à anéantir le communisme.

Aujourd'hui, Thaelmann est arrêté. Devant la réaction triomphante, les bolcheviks-léninistes se trouvent au même rang que Thaelmann. Mais la politique de Thaelmann c'est la politique de Stali-

ne, c'est-à-dire la politique officielle de l'I. C. C'est précisément cette politique qui est cause de la démolition complète du Parti au moment du danger, où les chefs perdent la tête, où les membres du Parti, déshabitués de penser tombent en prostration, où les principales positions historiques sont cédées sans combat. Une théorie politique mensongère porte en elle-même son châtiment. La force et l'obstination de l'appareil augmentent seulement les dimensions de la catastrophe.

Ayant cédé à l'ennemi tout ce qu'on pouvait céder dans un si court laps de temps, les stalinistes tentent de corriger le passé au moyen d'actes convulsifs qui ne font qu'éclaircir davantage toute la chaîne des crimes commis par eux. Maintenant que la presse du P. C. est étouffée, que l'appareil est détruit, que le torchon sanglant du fascisme flotte impunément sur la maison Karl Liebknecht, le Comité Exécutif de l'I. C. se met sur la voie du front unique non seulement par en bas, mais aussi par en haut. Le nouveau zigzag visé au regard de tous les précédents ne s'est cependant pas produit sous la propre impulsion de l'Exécutif: la bureaucratie stalinienne a abandonné l'initiative à la 2^e Internationale. Celle-ci a réussi à prendre dans ses mains l'arme du front unique dont elle a eu jusqu'à présent une peur mortelle. Autant qu'il est possible de parler d'avantages politiques dans les conditions d'une retraite panique, ceux-ci se trouvent complètement du côté du réformisme. Forcée de répondre à une question directe, la bureaucratie stalinienne choisit la voie la plus mauvaise: elle ne refuse pas l'entente des deux Internationales, mais elle ne l'accepte pas non plus; elle joue à cache-cache. Elle est arrivée à une telle perte de confiance en elle-même, à un tel abaissement qu'elle n'ose déjà plus se montrer devant le prolétariat.

« Aux agents stigmatisés de la bourgeoisie, aux électeurs de Hindenburg, qui ont frayé le chemin du fascisme. »

Dans un appel spécial de l'Exécutif (« Aux ouvriers de tous les pays »), le 5 mars, les Stalinistes ne disent pas un mot de social-fascisme en tant qu'ennemi principal. Ils ne reprennent plus de la grande découverte de leur chef: « La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux ». Ils n'insistent plus pour dire que la lutte contre le fascisme exige la défaite préalable de la social-démocratie. Ils ne soufflent plus un mot sur l'admissibilité du front unique par en haut. Au contraire, ils énumèrent soigneusement les cas du passé où la bureaucratie stalinienne, d'une façon inattendue pour les ouvriers et pour elle-même, se trouva forcée de proposer à l'improviste le front unique aux sommets réformistes. Ainsi s'effondrent sous le tourbillon de la tempête historique les théories artificielles, fausses, charlatanesques.

« Tenant compte des particularités de chaque pays » et de l'impossibilité qui so-disait en découle d'organiser le front unique à l'échelle internationale (tout à coup est oubliée la lutte contre « l'exceptionnalisme », c'est-à-dire la théorie des droitières sur les particularités nationales) la bureaucratie stalinienne recommande aux P.C. nationaux d'adresser des propositions de front unique aux « Comités centraux des partis social-démocrates ». Ceci était proclamé hier encore comme une capitulation devant le social-fascisme! Ainsi volent sous la table dans la corbeille à papier les grandes leçons du stalinisme pendant les quatre dernières années. Ainsi se réduit en poussière tout un système politique.

Les choses n'en restent pas là; ayant déclaré à l'instant l'impossibilité de conditions de front unique sur l'arène internationale, l'Exécutif l'oublie, immédiatement et déjà vingt lignes plus loin formule les conditions auxquelles le front unique est admissible et acceptable dans tous les pays, malgré la différence des conditions nationales. La retraite devant le fascisme est suivie par une retraite panique des commandements théoriques du stalinisme. Des éclats et des fragments d'idées et de principes sont jetés sur la route comme un fardeau.

Les conditions du front unique posées par l'I.C. pour tous les pays (comités d'action contre le fascisme, démonstrations et grèves contre la réduction des salaires) ne

présentent rien de nouveau, au contraire, elles sont la reproduction schématisée et bureaucratifiée des mots d'ordre que l'opposition de gauche a formulés beaucoup plus nettement et concrètement deux ans et demi auparavant et à propos desquels elle fut inscrite dans le camp du social-fascisme. Le front unique sur ces bases pouvait donner en Allemagne des résultats décisifs; mais il aurait dû pour cela être exécuté à temps. Le temps est un facteur important de la politique.

Quelle est donc maintenant la valeur pratique des propositions de l'Exécutif? Pour l'Allemagne, elle est minime. La politique du front unique suppose un « front », c'est-à-dire des positions stables et une direction centralisée. L'Opposition de gauche a posé les conditions de front unique comme conditions d'une défense active avec la perspective du passage à l'offensive. Maintenant, le prolétariat allemand est arrivé à l'état d'une retraite désordonnée, sans même des combats d'arrière-garde. Dans cette situation, des unions volontaires d'ouvriers communistes et social-démocrates peuvent se réaliser et se réaliseront pour diverses tâches épisodiques, mais la réalisation systématique du front unique est rejetée inévitablement pour un avenir indéterminé. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point.

Il y a environ quinze mois, nous avons écrit que la clef de la situation se trouve dans les mains du P.C. allemand. La bureaucratie stalinienne a maintenant perdu cette clef de ses mains. Il faudra de grands événements extérieurs à la volonté du Parti pour donner aux ouvriers la possibilité de s'arrêter, de se fortifier, de réédifier leurs rangs et de passer à une défense active. Quand cela viendra-t-il, nous ne le savons pas avec précision. Peut-être beaucoup plus tôt que nous ne le craignons.

« Ce ne sont pas eux, qui ont réglé le manifeste de l'Exécutif qui dirigeront la politique du front unique en Allemagne. »

Si la position centrale a cédé, il faut se fortifier dans les approches, il faut préparer des points d'appui pour la future offensive. Cette préparation signifie, à l'intérieur de l'Allemagne, l'éclaircissement critique du passé, le soutien de la vigueur d'esprit de l'avant-garde des militants, leur rassemblement, l'organisation des combats d'arrière-garde là où c'est possible en attendant le moment où les divers groupes de combat pourront se resserrer en une grande armée. Cette préparation signifie en même temps la défense des positions prolétariennes dans les pays étroitement liés avec l'Allemagne ou situés immédiatement près d'elle: en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, dans les pays baltes, en Scandinavie, en Belgique, en Hollande, en France et en Suisse. Il faut entourer l'Allemagne fasciste d'un cercle puissant de fortifications prolétariennes. Sans cesser un instant les tentatives pour arrêter la retraite désordonnée des ouvriers allemands, il faut dès maintenant créer les positions fortifiées prolétariennes autour des frontières de l'Allemagne pour la lutte contre le fascisme.

Au premier plan vient l'Autriche, immédiatement menacée par le cataclysme fasciste. On peut dire avec certitude que si le prolétariat autrichien s'emparait maintenant du pouvoir et transformait son pays en place d'armes révolutionnaire, l'Autriche deviendrait pour la révolution du prolétariat allemand ce que le Piémont fut pour la révolution de la bourgeoisie italienne. On ne peut pas prédire combien le prolétariat autrichien, poussé en avant par les événements mais paralysé par la bureaucratie réformiste, avancera dans cette voie. La tâche du communisme est d'aider les événements contre l'austro-marxisme. La politique du front unique, en est un moyen. Les conditions que le manifeste de l'Exécutif reprend avec un tel retard après l'Opposition de gauche gardent ainsi toute leur force.

Pendant, la politique du front unique renferme en elle non seulement des avantages mais aussi des dangers. Elle donne facilement naissance à des combinaisons entre chefs derrière le dos des masses, à l'adaptation passive à l'allié, aux oscillations opportunistes. On ne peut prévenir ce danger que sous la condition de deux garanties expresses: le maintien de la liberté totale de critique envers l'allié et le rétablissement de la liberté totale de critique à

(Suite page 4)

Notre vente a augmenté ces dernières semaines. Mais nous ne sommes pas encore arrivés à notre premier objectif: 1.000 abonnés. Or, cela n'est plus difficile à obtenir, si chacun fait un effort.

Les circonstances nous imposent une propagande redoublée. Le soutien de nos camarades allemands dont la tâche est la reconstruction du P. C. allemand, nécessite des sacrifices constants de notre part.

Nous avons dû publier la semaine

dernière la « Vérité » sur 6 pages. Cette semaine sortira notre appel, tiré à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires, ainsi que les récents articles de Trotsky en brochures.

Tout cela nécessite de l'argent. Le meilleur moyen d'en récolter, c'est de faire des abonnements et de souscrire!

Ne tardez pas! Dès aujourd'hui, envoyez-nous un abonnement nouveau, adressez-nous votre souscription!

POUR LE SOUTIEN
DE L'OPPOSITION ALLEMANDE!
POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE LA "VÉRITÉ"!
Envoyez-nous cette semaine
VOTRE SOUSCRIPTION

Compte-chèque-postal
Naville 1333-80 - Paris

Et Christian Rakovsky ?

Staline se tait toujours. Aucune nouvelle de Christian Rakovsky. Les ambassadeurs sont muets. Malgré les nombreuses informations parues dans la presse, les naufrageurs de la révolution allemande refusent de lâcher leur secret. ILS ONT ASSASSINÉ RAKOVSKY, ILS N'OSENT PAS LE DIRE, S'IL EST ENCORE VIVANT ILS ONT PEUR DE L'AVOUEUR. Cela seul mesure leur panique, leur crainte devant l'action des bolcheviks-léninistes.

Disons-le franchement; de quel droit les stalinistes se plaignent-ils que l'ambassadeur Hitler refuse de donner des informations sur le sort de Thaelmann, ALORS QU'ILS REFUSENT DE DIRE CE QU'EST DEVENU CHRISTIAN RAKOVSKY ? Oui, au nom de quelle conception révolutionnaire ?

Développons notre campagne. LES CENTRISTES DEVRONT REPONDRE DE LEURS ACTES ! DANS CHAQUE REUNION, POSEZ LA QUESTION RAKOVSKY !

Victor-Serge arrêté

Victor-Serge vient d'être arrêté à Léninegrad. Une fois de plus, la police stalinienne agit dans l'ombre. Il nous a été impossible jusqu'à présent d'obtenir des précisions sur son sort, ni sur le motif de son arrestation. Déjà, en 1928, Victor-Serge fut arrêté, peu après son exclusion du parti comme oppositional, puis relâché au bout de 2 mois, sous la pression de la campagne qui fut faite à l'époque.

A nouveau, il faut nous dresser, exiger des comptes, aider nos camarades qui luttent à l'avant-garde contre ceux qui préparent la perte de la Révolution d'octobre.

Riazanov et Smirnov sont morts

N. RIAZANOV vient de mourir en déportation à Saratov, là où la vengeance de Staline l'avait exilé. Ce bolchevik, ce savant marxiste, subit le destin de tous les communistes intègres qui luttent contre la bureaucratie stalinienne. Il mourut à son poste, en fidèle disciple de Marx et d'Engels, au service de la pensée desquels il avait passé sa vie. Staline a tout fait pour écarter sa vie, car son objectif demeure le même: DETRUIRE PHYSIQUEMENT LES BOLCHEVIKS. Après avoir tenté de saisir Riazanov en l'impliquant dans le « procès des mencheviks », Staline le bannit sous contrainte policière, le chassa de l'Institut Marx-Engels qu'il avait entièrement créé et organisé. Et Riazanov mourut dans la déportation, pendant que MM. Ramsine et Compagnie sont redevenus ingénieurs libres à Magnitogorsk!

V. SMIRNOV, ancien dirigeant de l'ancien groupe « déliste » (Centralisme démocratique), qui fut proche de l'opposition dans les années 1926-27, vient aussi de mourir dans le bannissement.

Et combien d'autres travailleurs révolutionnaires, combien des nôtres, tombent aujourd'hui, alors que plus que jamais leur fermeté, leur expérience, est indispensable à la révolution.

Une action tenace et persévérante de soutien de nos camarades déportés et emprisonnés est nécessaire. Nous envisageons actuellement la constitution d'un COMITE D'AIDE, dont nous parlerons.

POUR LE CONGRÈS DE LA 20^e U. R. DE LA C. G. T. U.

Un bilan de faillite

Le 30 mars, s'ouvrira le Congrès de la XX^e U. R. U. Un communiqué de l'Humanité indique sur quelles bases le Congrès doit se dérouler. Les militants de la C. G. T. U. de la Région Parisienne ont reçu un rapport d'activité de la C. E. de la XX^e U. R. qui doit former le pivot des discussions préparatoires dans tous les syndicats et, enfin, au Congrès même; d'autre part, en ce qui concerne la représentation au Congrès on recommande à tous les syndicats, à tous les Comités intersyndicaux, aux sections syndicales d'usine, de convoquer leurs propres adhérents en assemblée générale où, après une large discussion, on doit nommer les délégués de façon que la composition du Congrès soit le résultat d'une profonde discussion à la base et la représentation légitime des ouvriers adhérents aux syndicats unitaires de la région parisienne.

Si nous ne nous trouvons pas devant une direction régionale qui nous a donné mille fois la preuve de son degré de bureaucratie, de son sectarisme et de son incapacité organique à comprendre les problèmes vitaux du mouvement syndical révolutionnaire, on pourrait croire qu'il s'agit vraiment d'une tentative honnête de discuter la politique syndicale passée, présente et future dans un congrès qui soit le résultat d'une discussion profonde à laquelle une grande partie des syndiqués aient pu apporter leur modeste contribution.

Malheureusement il n'en est pas ainsi. Le seul fait de ne disposer que d'une vingtaine de jours pour mener cette discussion démontre la « manœuvre » bureaucratique de la C. E. Régionale. La réalité est que presque aucun syndicat ne convoquera d'assemblées générales, les comités intersyndicaux n'existent malheureusement que sur le papier, sauf de rares exceptions, ne pourront pas convoquer ces assemblées, et les sections syndicales d'usines dont on ne compte que quelques dizaines, se trouvent dans les mêmes conditions.

En fait presque tous les délégués seront nommés par les Conseils des Sections techniques et par les conseils centraux: les premiers avec voix consultative, les deuxièmes, la minorité de tous les participants au Congrès certainement, avec voix délibérative, de façon que la grande majorité des délégués ne représenteront qu'eux-mêmes, ou représenteront l'opinion de leur Conseil syndical ou du Conseil de section.

Au lieu d'avoir un Congrès de masses, on aura une masse de délégués, et on aura encore une fois piétiné les normes élémentaires de la démocratie syndicale, en s'assurant ainsi l'unanimité coutumière et fictive.

Si, avant de passer aux observations nécessaires sur le Rapport d'activité, nous nous sommes arrêtés sur les modalités et sur la méthode dont on se sert pour convoquer le congrès, à première vue, cela pourrait paraître secondaire; mais, nous

voions là la continuation d'une politique d'organisation que nous avons toujours combattue et que nous continuerons à combattre.

D'autre part, nous ne pouvons pas oublier qu'étant donné la situation numérique catastrophique de la C.G.T.U. (on n'a même plus le courage de rendre publique une statistique complète des effectifs), le Congrès de la XX^e U. R., qui à elle seule représente presque 50 % des effectifs de toute la C.G.T.U., n'est que le prologue du congrès de la C.G.T.U.

C'est pourquoi nous invitons tous les syndiqués unitaires qui tiennent à leur organisation à demander à leurs syndicats de convoquer l'assemblée générale avec un seul point à l'ordre du jour: Le Congrès de la XX^e Union Régionale et la nomination des délégués. Si les syndicats, comme cela sera le cas presque toujours, s'y refusent, il faut envoyer des protestations à la XX^e Union, contestant le mandat des délégués des Conseils syndicaux et des Conseils des Sections techniques.

LE RAPPORT D'ACTIVITE

Il est nécessaire d'affirmer tout de suite que ce rapport cherche à limiter la tâche du Congrès à deux seules questions qui, bien qu'importantes, ne suffisent pas à permettre de faire une autocritique nécessaire du passé, ni à fixer la politique syndicale de notre organisation révolutionnaire. Ces deux questions sont: La décentralisation de notre Union Régionale et la question des revendications immédiates.

Les questions vitales qui forment l'épine dorsale de la politique syndicale c'est-à-dire: l'unité syndicale, front unique, stratégie des grèves, sont complètement passées sous silence, ou bien sont traitées d'une façon confuse et erronée.

La confrontation plus que nécessaire entre la politique approuvée à Magic-City et ses résultats concrets est volontairement oubliée. Impossible de connaître les effectifs exacts de notre Région. La statistique donnée sur la base des timbres distribués au 31 décembre 1932 à un certain nombre de syndicats est tout à fait insuffisante, et ne permet de tirer aucune conclusion, sauf celle que les effectifs n'ont cessé de diminuer et que le rapport quantitatif entre le personnel à statut et les ouvriers de l'industrie privée a évolué défavorablement pour ces derniers, ce qui signifie que la composition sociale de notre Union Régionale et de la C.G.T.U. tout entière a empiré.

Une fois pour toutes, les organisés unitaires ont le droit de connaître la composition quantitative et qualitative de leur organisation. Une statistique vient d'être mise ces jours-ci à la disposition des Syndicats, 8 jours avant le Congrès!

(Suite page 3)

Il faut reconstruire le Parti Communiste Allemand !

COMMENT LUTTER CONTRE LE FASCISME

Nous extrayons le passage suivant d'un article de UNSER WORT.

Au cours des derniers jours les Sections d'Assaut sont allées d'une mairie à l'autre, des Bureaux de Poste aux gares, des gares aux écoles, aux parlements, aux immeubles du gouvernement, et hissèrent le drapeau à la croix gammée sans être gênés par personne. Les conseils d'usines socialistes-démocrates sont contraints à brûler les anciens drapeaux. Dans un esprit de compétition comique — le rapport des forces est par trop inégal — les Casques d'Acier s'efforcent encore par-ci par-là de hisser un drapeau noir-blanc-rouge.

C'est là l'expression palpable du déplacement des forces en Allemagne, confirmé par les élections du 5 mars. Il serait indigne du marxisme de sous-estimer le succès électoral de Hitler — la conquête de 17 millions de voix, c'est-à-dire, 44 %. Les moyens par lesquels ce succès a été obtenu ne changent rien au fait lui-même. La majorité aux élections permet de poursuivre par voie « légale » l'accumulation des coups d'Etat. Si les fascistes n'avaient obtenu qu'une minorité il aurait fallu recourir non seulement au putsch contre la constitution de Weimar, mais aussi contre une partie du bloc actuel. Mais de toute façon on n'aurait pas de difficulté à se débarrasser des nationaux-allemands dès que l'occasion s'en présenterait. Cela sera particulièrement facile lorsque les nazis, en annulant les mandats communistes, obtiendront la majorité absolue. L'ennemi a remporté une victoire. Il serait vain de vouloir le nier. (Cette criminalité politique d'autruche est poursuivie aussi bien par les réformistes que par les stalinistes, dans les rares régions où ils gardent une presse.)

Contre le Parti communiste on a ouvert une campagne terroriste incroyable, sur laquelle presque rien ne pénètre dans la presse complètement bâillonnée. Aucun journal n'a aujourd'hui le courage d'éclairer les dessous de l'incendie du Reichstag, de mentionner ceux qui sont tués « surpris en train de fuir », et ceux qui ont « disparu sans laisser de traces », ceux qui sont martyrisés dans les prisons et dans les casernes des S. A. (Le Berliner Tageblatt a déjà capitulé devant Hitler.)

Aux élections, le P. C. a subi une lourde défaite, qui n'est que le reflet de la faiblesse générale et de la confusion du Parti. Cette défaite ne peut être expliquée seulement par les attentats provocateurs. Elle est le résultat de la campagne de terreur, de la suppression de la presse, de la perte des libertés, de la faim, de la situation actuelle, de la situation politique, de la situation économique, de la situation sociale, de la situation internationale.

Mais, en Allemagne, les disciples de Staline laissent derrière eux, au point de vue politique et d'organisation, un monceau de ruines. Leur « travail d'éducation politi-

que » n'a pas pu empêcher qu'au lieu de gagner des voix socialistes c'est, au contraire, le P. S. qui a gagné des voix communistes, pour combler ses pertes en faveur des nazis. Leur « travail d'organisation » dont le but suprême est l'exclusion des oppositionnels, a combattu si efficacement le mouchardage qu'en peu de jours le dirigeant du Parti a été la victime des nazis. Avec une obstination bornée on refusa de faire des offres de front unique au parti socialiste comme tel, jusqu'à ce que survienne l'incendie du Reichstag, déclenchant la grande vague qui jeta en fait le parti dans l'illégalité, bien que, du point de vue purement formel, le parti ne soit pas encore « interdit ».

La terrible défaite du parti nous oblige à réfléchir. Elle impose la rupture complète avec la politique staliniste par laquelle nous en sommes arrivés là. Elle nous force aussi d'exiger une telle rupture immédiate pour la Russie, si l'U.R.S.S. et le P. C. de l'U.R.S.S. ne veulent pas subir le même sort que le P.C.A. Rappelons Trotsky, Rakovsky et tous les bolcheviks-léninistes de la déportation et des prisons, rassemblez toutes les forces pour sauver la Révolution russe.

En Allemagne il faut condamner impitoyablement toutes les réactions sentimentales contre la naissance du « troisième empire ». Ne pas se sauver démoralisé, mais pas non plus d'actions de désespoir qui ne servent que l'adversaire. Pas d'illusions au sujet des nazis « se liquidant d'eux-mêmes », mais appréciation objective de cette période sans doute assez longue qui s'abat sur la classe ouvrière, liquidation impitoyable de la fausse politique du passé, travail prudent et persévérant « du commencement » voilà les nécessités de l'heure. Alors il sera possible aussi de vaincre l'état de choses actuel.

La question du front unique n'a rien perdu de son acuité. Dans ces élections la social-démocratie s'est maintenue d'une manière étonnante sans doute, comme nous l'avons déjà dit, par le gain de voix communistes. Mais son sort est évident aussi. En Thuringe, le Front de Fer et le Reichsbanner sont déjà interdits. On commence déjà à détruire les maisons des syndicats et celle du Parti. Leurs chefs sont recherchés et en partie torturés et déportés. — tel fut le cas pour Soliman et d'autres dirigeants de Cologne.

Il faut que toutes les organisations ouvrières se rassemblent pour la défense de chaque police de terrain, des droits les plus minimes et pour donner un ressort à la moindre volonté de résistance. Cette volonté de résistance sera d'autant plus forte que les conséquences du nouveau régime se feront sentir sur le terrain économique. La classe ouvrière allemande se trouve devant une période difficile, mais qui est aussi une période d'enseignements utiles. Il s'agit de persévérer sans se fatiguer.

N'est perdu que celui qui se considère comme perdu.

LES FASCISTES AU TRAVAIL Lettre d'un ouvrier allemand

Tandis qu'on interdit toute la presse ouvrière allemande, tandis qu'on détruit la propriété ouvrière, la terreur contre le prolétariat fait rage. La presse de la bourgeoisie libérale se tait, craignant l'interdiction, les correspondants des journaux étrangers se taisent, parce qu'ils sont menacés d'expulsion. C'est d'une voix d'autant plus forte et insistante que nous dévoilerons aux ouvriers les infamies fascistes.

Nous ne pouvons que confirmer ici les grands crimes déjà commis : les camarades de Longeville et Claassen ont été tués en prison par la police, « surpris en train de fuir ». Le camarade Torgler a été emmené par les S. A. en auto vers Spandau. Il faut parler plus en détail de la terreur bestiale déchaînée contre toute la classe ouvrière.

La nuit, les bandes viennent dans les habitations ouvrières, s'annoncent comme des agents — et ce n'est même pas la police dite « auxiliaire » — mais tout simplement des individus des sections d'assaut — font des perquisitions et emmènent les camarades. Ils pénètrent dans un appartement du nord de Berlin, ils y trouvent un portrait de Lénine et exigent du camarade qu'il le déchire devant eux. Ayant refusé, ils le battirent avec des cravaches jusqu'à ce qu'il s'évanouit.

A Spandau, après avoir perquisitionné, ils procédèrent à un « interrogatoire » pour obtenir des adresses, etc. Ils martyrisèrent le camarade, le frappèrent avec des cravaches, le jetèrent à terre, de leurs bottes clouées lui assénèrent des coups de pied dans le ventre et dans la figure jusqu'à ce qu'il resta à terre couvert de sang, et la femme par peur leur livra quelques adresses sans importance. Après un autre interrogatoire à Spandau, les ouvriers furent transportés à l'hôpital avec des jambes, les bras et des côtes cassés, dans un état qui met leur vie en danger.

Dans le quartier ouest de Berlin, il y a une maison de ces sadiques, installée avec tous les raffinements. Dans la Metzstrasse, numéro 37, le Sturmabteilung a établi sa demeure. Après n'importe quelle dénonciation, des ouvriers, des juifs ou des bourgeois libéraux sont transportés là-bas et interrogés. Avant d'être conduits devant le chef du Sturmabteilung, les personnes arrêtées sont conduites dans une vaste pièce et livrées aux infamies du capitalisme mourant.

Durant des heures, les inculpés doivent se tenir debout sans bouger, ensuite commence la torture avec des cravaches, des matras, et des coups de poings américains, jusqu'à ce que des aveux quelconques soient extorqués qui n'ont rien à voir avec la réalité. Ensuite, le « chef » fait un rapport et les martyrs sont menés au poste de police. Tout cela se passe tout à fait ouvertement, devant la maison il y a un garde, les personnes arrêtées sont transportées dans un petit camion qui porte l'ancien insigne de police, et lorsque les femmes sont au poste se renseigner sur le sort de leurs maris, un employé leur explique qu'ils n'ont pas été assésés, mais régulièrement arrêtés. Il est à remarquer que dans ce quartier, par exemple, les ouvriers sont payés à la pièce, et les salaires sont très bas, et les conditions de travail sont très dures, et les ouvriers ont peur de se plaindre.

Dans leurs faux documents de police, les fascistes bavardent au sujet de leurs femmes et enfants, que soi-disant les communistes auraient voulu déporter comme otages. C'est le contraire qui est vrai. A Lichtenberg, les S. A. organisèrent un concert public; auparavant ils mirent 18 fonctionnaires du Parti dans une cave et les menacèrent que s'ils arrivaient le moindre des choses à un seul homme des S. A., il y aurait un massacre épouvantable.

Par hasard, des ouvriers avaient suivi la scène. La police fut prévenue, les camarades furent être délivrés et conduits au poste de police. A travers la Leipzigerstrasse de Berlin passe un peloton de S. A. qui entoure un assez grand nombre de personnes en civil — visiblement des ouvriers communistes — qu'on transporte comme prisonniers, et qui sont obligés de garder les mains jointes au-dessus de la tête. La population est indignée, mais personne n'ose élever une protestation à haute voix ; on poursuit son chemin à la mine crispée.

Ce ne sont là que quelques cas isolés ; il faut prendre le tout multiplié par mille et étendu à toute la province pour obtenir un tableau de l'Allemagne actuelle. Les massacres des fascistes allemands n'est comparable qu'avec les manières d'agir des officiers allemands mégalomanes au début de la guerre en Belgique, mais à présent, c'est encore plus systématique et plus lâche.

Il faut que la classe ouvrière se débarrasse des scories réformistes et stalinistes qui ont tous deux sombré lamentablement ; sous la direction de véritables marxistes révolutionnaires, elle pourra alors mettre fin aux menées de ces boureaux et conduire le prolétariat à la victoire.

Lettre de Berlin

Peu de temps avant les élections du Reichstag du 12 mars, lorsque toute la presse « marxiste » était déjà interdite, B. entendit ce qui suit : trois ouvriers qui déchargeaient du charbon disaient : « Que pouvons-nous donc faire, si nos chefs nous trahissent ? ». L'un d'eux dit : « Bon, que Hitler nous montre de quoi il est capable ». Et s'il ne montre rien du tout ? — Alors... (un geste de menace).

Un conducteur de tramways : « A peine un mois de retour de la guerre, je suis sorti du parti socialiste, pour entrer dans le parti socialiste indépendant et ensuite dans le Spartakusbund. J'ai toujours participé à tout, aux grèves, aux manifestations, partout. Maintenant je veux la paix. Nous avons été trahis non seulement par le parti socialiste, mais aussi par nos chefs communistes. »

Après les élections, lorsque à différents endroits les sections d'assaut s'emparaient déjà des maisons des syndicats, Karl demanda à un syndiqué ce qu'on pensait en général ici. « Nous ne pouvons rien faire. Nous nous mettons à la disposition ». Mais les sections d'assaut n'ont pas voulu de ces messieurs. La femme d'un bonze syndical déclara après l'occupation : « Le peuple n'est pas encore mûr, que voulez-vous ? (pour le socialisme). »

Dans un des discours radiodiffusés (comme ceux de Hitler), Goering disait encore avant les élections : « Des tâches écrites par un lieutenant et deux hommes (20 juillet 33 : Severing-Braun) ont naturellement lâchement dirigé l'Allemagne ».

Les journaux nationaux-allemands, faisant l'éloge du « sang-froid » entre guillemets, du parti socialiste, ne peuvent cependant s'empêcher d'exprimer leur étonnement de ce que les « marxistes » n'aient rien du tout représenté en fin de compte. Les sections d'assaut sont obligées de se représenter des adversaires fictifs, et les nationaux-allemands s'efforcent de les faire disparaître.

Les S. A. ont commencé à mettre des drapeaux. On les encourage pour cela. Mais on leur a promis beaucoup de choses, la fermeture des grands magasins, l'étatisation des banques, du travail et la dissolution des cartels ; les premières tentatives (fermeture des grands magasins pour peu de temps de réaliser ces promesses ont déjà rencontré la désapprobation très nette d'en haut. Ce que Goering promet en tant qu'agitateur ne s'harmonise pas tout à fait avec ce qu'il ordonne comme ministre de l'intérieur. Par la prise du pouvoir, les S. A. bénéficieront de quelques postes dans les bureaux et à la police, rien de plus. Il sem-

ble que, de même que le P. C. et le P. S., les S. A. n'ont pas non plus le courage d'être conséquent. Historiquement, c'est dommage à cause de l'excellent enseignement que cela comporte.

Mais la grande bourgeoisie elle-même, partenaire de la coalition, essaie tout de même d'isoler la Reichswehr du parti national-socialiste. A Dresde, par exemple, le général ministre de la Reichswehr a fait ses discours et toutes les cérémonies sans la participation du public. La fête annoncée en commun avec les S. A. et les S. S. n'eut pas lieu. De même Hindenburg se tient très à l'écart.

Le syndicat réformiste de Leipzig, après l'occupation de la maison du peuple, a adressé un télégramme à Hindenburg, disant que suivant son mot d'ordre, presque tous les adhérents avaient voté en son temps pour Hindenburg et qu'il n'y avait aucune raison de fermer la Maison du Peuple.

Lorsque le drapeau à la croix gammée fut hissé par 200 hommes des S. A. et par la police sur l'immeuble de la Calise des malades, il y eut naturellement un attroupement. A côté de B. se trouvait un gamin d'environ 16 ans, dans un vêtement qui rappelait les antifascistes, mais naturellement sans insigne. Lorsque le drapeau fut hissé, il dit à un camarade tout aussi jeune qui se tenait près de lui : « En voilà de nouveau, un acte d'héroïsme ». Derrière lui se trouvait par hasard un S. A. Celui-ci lui asséna un tel coup par derrière dans les dos que le gosse chancela et hurla de douleur, se retourna furieux et effrayé à la fois et demanda de cette manière tendre, propre aux gosses de Lindenu : « Et bien, qu'est-ce qu'il y a ? » tout en s'en allant. Le S. A. le poursuivit, lui donna encore un coup (éroce et le poussa ainsi en avant jusqu'à ce que le gargon tombe par dessus les pierres qui sont à l'entrée de la Waldstrasse et reste sur le pavé. Entre temps, d'autres S. A. étaient accourus, qui allèrent à frapper B. voulut ramasser le gosse, il était couvert de sang et ses yeux étaient vitreux. Le policier qui se trouvait là voulait arrêter le gamin ; il ne dit rien contre ceux qui frappaient B. conseilla de faire venir d'abord une ambulance. Le policier voulait aller au poste. Un bourgeois d'environ 45 ans dit qu'il s'était tenu à côté du gamin, qu'il n'était pas la peine de frapper ainsi à cause d'une observation inoffensive. Immédiatement il fut entouré de S. A. qui demandaient : « et que fassiez donc les rouges en 1913 ? »

Hitler et Papen ne font que dire d'ailleurs que les jours glorieux d'août 1914 sont de nouveau venus.

“UNSER WORT” organe de l'opposition allemande

Le premier numéro du journal central de nos camarades allemands, Unser Wort (Notre Parole), est paru la semaine dernière, dans l'émigration. Pas une semaine, le travail de l'opposition allemande n'a été rompu, malgré les emprisonnements, les persécutions des nazis. Des tracts ont été publiés, une conférence a été tenue, dont nous parlerons la semaine prochaine. Maintenant, nous recevons le journal Unser Wort, qui continue fièrement la lutte, qui redresse le drapeau du bolchevisme, qui combattra pour l'élimination complète du centrisme stalinien qui fait une faillite définitive, et pour la reconstruction du Parti communiste allemand ! Quelle réplique aux faillites qui parlaient le 23 janvier de « l'effondrement du trotskysme en Allemagne » !

Dans cette page nous publions des extraits d'articles parus dans ce journal.

LE DOLLAR EST-IL ÉBRANLÉ ?

La crise bancaire aux États-Unis

6 mars. — La crise cyclique présente a débuté en 1929 par une crise financière sous forme d'un krach à la Bourse ; actuellement près de trois ans et demi après, elle se signale par une crise bancaire à l'échelle nationale. Qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce ce que les stalinistes appellent « la fin de la stabilisation du capitalisme », ou ce que les bourgeois terrifiés appellent plus simplement « la fin du monde » ?

Les crises, nous le savons, ne sont pas accidentelles sous le capitalisme, mais font partie intrinsèque de son mécanisme ; elles jouent un rôle défini, que Marx décrit ainsi : « Les crises ne sont que les solutions violentes et temporaires des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre qui avait été détruit ».

Ces contradictions englobent la surproduction des produits en face de l'appauvrissement et de la sous-consommation des masses ; la création de signes monétaires artificiels et exagérés par suite de l'extension du crédit et de la spéculation sur les valeurs, tout ce qui constitue ce que nous appelons l'inflation, c'est-à-dire une contradiction entre les valeurs réelles et le papier qui les représente.

Le rôle de la crise est de se débarrasser de la surproduction en obligeant les capitalistes à réduire leur production, à se débarrasser de l'inflation par une baisse forcée des prix, du taux des valeurs et des crédits non gagés. En définitive, elle crée une situation dans laquelle les prix sont bas, le capital est abondant, les Insull et Kreuger, s'écroulent et les préconditions sont créées pour un passage de la crise à la dépression, et même peut-être à une période de stabilisation ou de boom.

Mais la crise est aussi un champ pour la lutte de classes, et pas seulement économique, car certaines conditions sociales et politiques sont nécessaires pour qu'arrive la fin de la période de crise, et la préparation d'une période de stabilisation. Si la classe ouvrière, bien organisée dans son propre parti, se place à la tête des mas-

ses et résiste à toutes les mesures par lesquelles la bourgeoisie essaye de faire peser le poids de la crise sur les autres classes ; si elle parvient à opposer une résistance effective et généralisée aux diminutions de salaires, à obtenir des assurances-chômage aux dépens des capitalistes, d'obliger les gouvernements à taxer les riches au lieu des masses, et à faire aboutir ses autres revendications du temps de crise, le capitaliste restera longtemps sans pouvoir retrouver sa marge de profit dans la production dont dépend la restauration des affaires et avec elle le tournant de la crise.

Ces luttes sont surtout extra-parlementaires, elles tendent à mobiliser les masses pour des objectifs proches, et avec l'approfondissement de la crise, elles prennent facilement un caractère hautement politique et révolutionnaire. La crise allemande de 1920-23, basée sur l'inflation constante du mark, culmina dans la crise révolutionnaire d'octobre 1923, suivie d'un pulsus averté des nazis un mois plus tard. Lorsque l'Etat bourgeois allemand eut montré qu'il était capable d'écarter la révolution, même sans l'aide des nazis il invita le Comité Dawes à discuter les réformes nécessaires, et sortit de la crise.

Dans la situation présente aux États-Unis, que le tournant dans la crise soit déjà survenu ou non, il est indiscutable que la plus grande partie du travail de la crise, c'est-à-dire la résolution brutale et violente des contradictions accumulées durant le boom, est accomplie. Les prix sont bas, de nombreuses entreprises ont fermé, le capital est devenu plus liquide, le taux de l'argent est faible, la production est de 50 % au-dessous du niveau « normal ».

Par conséquent, la violente crise bancaire n'a pas le caractère du prélude d'une période de déflation et de liquidation ; cette période est largement et entièrement derrière nous. A-elle le caractère du commencement de l'écroulement final du capitalisme ?

Cela paraît très improbable. Cela signifierait que le capitalisme peut finalement être abattu seulement sur un secteur économique du front, et par le jeu automatique du marché. Les forces de la classe

ouvrière, peu organisées, divisées et sans direction de classe d'un parti communiste déterminé et clairvoyant, a connu plus de défaites que de victoires dans la lutte en temps de crise, non seulement dans des grèves contre les diminutions de salaire, dans la question d'allocations de chômage et d'assurances, mais politiquement il n'a pas pu mobiliser les masses contre la bourgeoisie.

Cette incapacité constitue la condition politique préliminaire pour la solution de la crise présente, internationalement aussi bien qu'à l'échelle nationale. Avec une politique juste menée d'une façon bolchevique, Hitler aurait eu toutes les chances d'être battu, et l'un des chaînons les plus faibles de la chaîne capitaliste aurait été définitivement brisé ; les masses dans d'autres pays capitalistes auraient été arrachées à l'influence bourgeoise et petite bourgeoisie, mobilisées derrière le P. C., et le capitalisme aurait trouvé des difficultés toujours plus grandes à sortir de la crise à son profit.

Dans de telles conditions, une crise bancaire comme celle qui a lieu aurait eu les plus profondes conséquences sociales. Elle aurait été un épisode de la retraite générale dans la lutte de la bourgeoisie démoralisée devant le prolétariat organisé, bien dirigé et victorieux.

Mais, dans les faits, les choses sont moins significatives. La crise devient une série d'épisodes dans le développement de la crise, comme les lourdes fuites d'or en septembre-octobre 1931 et août-juin 1932, qui furent rattrapées par des manœuvres financières d'un côté, et une pression accrue sur les ouvriers et les masses en général de l'autre.

Peu important les mesures techniques qui sont prises dans ce cas particulier ; que ce soit l'émission de scrips (bons) d'un Clearing House, ou une taxe sur l'or, ou l'embarquement sur les exportations d'or ou une garantie des dépôts par le Gouvernement, grâce à un « pool » bancaire, etc. Mais qu'une exploitation intensifiée des masses soit le pas suivant, cela est certain.

Le point important, c'est que la bourgeoisie, apeurée et démoralisée comme elle l'est, peut et veut trouver une issue à des situations difficiles comme cette crise bancaire, sur le dos du prolétariat et des masses travailleuses, sans que les masses s'organisent pour la lutte, sous la direction d'un puissant parti communiste. Le réarmement et le développement du parti en rapport avec l'immensité de ses tâches et la tâche fondamentale de l'opposition de gauche.

Le problème fondamental de la situation

bancaire est le suivant : Aux États-Unis le revenu national dans les années de prospérité était de près de 60 milliards de dollars par an, et actuellement il est tombé de moitié ; la fortune nationale montait à 300 ou 400 milliards. Ce revenu était réalisé sous forme d'argent et une grande partie des transferts de valeurs ne prenait la forme de l'argent que comme étape intermédiaire. Cet argent est basé sur l'or. Mais il n'y a que 3 ou 4 milliards d'or dans ce pays. Tout le travail des banques consiste à combler l'écart entre les 3-4 milliards d'or et les centaines de milliards d'argent dans la circulation qui est basée sur l'or. Le système bancaire est une organisation destinée à combler cet écart grâce au crédit, autrement dit, grâce au papier. Chaque dollar d'or encaissé par les Federal Reserve Banks, peut devenir la base de 2 dollars 1/2 de papier des Banques fédérales, dont chacun à son tour peut devenir la garantie de 8 à 14 dollars de prêts et de dépôts dans les banques commerciales ordinaires.

Comme résultat de ce mécanisme, 3 à 4 milliards d'or soutiennent 5 à 7 milliards d'argent-papier, qui garantissent finalement 44 milliards de dépôts bancaires, qui sont les véritables valeurs servant aux transactions dans le pays. Tout cela fonctionne bien jusqu'au moment où les déposants réclament à la banque des billets, et où ceux qui ont des billets veulent de l'or. Lorsque les choses en viennent là, le crédit, qui sert à équilibrer le montant d'or actuellement existant et la totalité du financement d'affaires, s'effondre.

Pour expliquer la chose autrement : si toute la vie économique du pays était réduite aux affaires qui peuvent être actuellement financées sur la base de l'or, elle devrait être réduite non à 50 % de la « normale », mais à près de 3 %. En Russie soviétique, dans la pire période de la guerre civile, en 1920, après les années de guerre impérialiste et civile, et le passage du capitalisme au communisme de guerre, le plus bas niveau atteint fut 18 % du niveau « normal ». La complète disparition du crédit, rétablirait l'équilibre grâce à un nomique pourrait mener à une catastrophe économique sans précédent. Lorsque survient un tel danger, comme ce fut le cas six fois depuis la guerre de Sécession, les banques, n'ayant pas assez d'or et de devises étrangères pour satisfaire les demandes, et se trouvant devant une chute du crédit, rétablissent l'équilibre grâce à un papier « exceptionnel », aussi longtemps que la panique se prolonge, puis le retirent de la circulation dès qu'une base normale pour les affaires a été rétablie. Cela arrive lorsque l'or et le change rentrent dans les

banques, et que les dépôts augmentent au lieu de décroître.

Que s'est-il exactement passé au cours de la crise présente ? Les banques ont été fermées à un moment donné par tous les États, et les déposants commencèrent à retirer leur argent. Les dépôts furent réduits de 44 à 42 milliards, tandis que la circulation d'effets passait de 5 à 6 milliards, en même temps que les stocks d'or diminuaient de 4 à 3 1/2 milliards. En d'autres termes, près de 2 milliards de change et d'or avaient passé à l'extérieur. Le danger de la réduction des impôts et du crédit met en danger le financement des affaires devenant imminent. Car, il n'y avait plus assez d'argent à distribuer, et le crédit ne parvenait pas à combler la différence, car il s'effondra, au lieu de croître, lorsque tout le monde se précipita vers les guichets.

Comment les banques, les gouvernements et Roosevelt se proposent-ils de remédier à la situation ? De la même façon dont on avait procédé antérieurement dans le même cas : en émettant un papier, jusqu'à ce que la crise soit passée, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'argent revienne de ses cachettes et que le crédit, ainsi que les dépôts, cesse de décliner.

Naturellement, des conflits surgissent parmi les banquiers sur la manière de rétablir cette opération. Le groupe de New-York City préconise l'émission de certificats du Clearing House, qui représenteraient seulement les engagements de chaque banque envers les autres. Tous ceux qui voudraient les accepter pour de l'argent le pourraient, mais comme ce ne serait pas de l'argent « régulier », il n'y aurait aucun moyen légal de forcer les gens à l'accepter. Telle fut la voie suivie en 1873, 1893 et 1907 ; et chaque fois ces certificats furent retirés de la circulation au bout de quelques mois.

Le plan du gouverneur Lehman, de l'Etat de New-York, consiste à organiser de nouvelles « Emergency Certificate Corporations », qui accepteraient des effets des banques et les échangeaient contre des Bons. Ces bons ne pourraient être échangés que contre les effets particuliers contre lesquels ils sont émis, et non émis selon le crédit général des banques dans un district donné, comme aurait été le cas pour les certificats des Clearing House.

Un troisième plan fut mis en avant par le secrétaire du Trésor, Woodin, prévoyant l'émission de papiers spéciaux par les Banques Fédérales en échange d'effets bancaires ; quelque chose comme le plan Lehman, à l'échelle nationale et sans création d'un nouvel organisme bancaire. (A suivre.)

Les ouvriers allemands se relèveront ; le stalinisme, jamais

(Suite de la 1re page)

rière de son propre parti. Refuser de liquider ses alliés même directement et médiatement à la capitulation devant le stalinisme. La politique du front unique n'est pas la démocratie du parti, c'est-à-dire la contrainte du parti sur l'appareil, pas au chef des mains libres pour les péripéties opportunistes qui complètent les expériences aventuristes.

Comment l'Exécutif a-t-il agi dans ce cas ? Des dizaines de fois, l'Opposition de gauche a prouvé que, sous les coups des événements, les stalinistes seront forcés de revenir à leur ultra-gauchisme et que, se voyant sur la voie du front unique, ils commenceront à accomplir toutes ces trahisons opportunistes qu'ils nous attribuent la veille encore. La prévision s'est faite aussi littéralement réalisée.

En faisant un saut vertigineux vers les positions du front unique, l'Exécutif foule les garanties fondamentales qui peuvent nous assurer à la politique du front unique le contenu révolutionnaire. Les stalinistes ennent en considération et acceptent la défection hypocrite et diplomatique des réformistes à une soi-disant « non agression actuelle ». Rompant avec toutes les traditions du marxisme et du bolchevisme, ils commandent au PC en cas de réalisation du front unique de « renoncer aux attaques contre les organisations social-démocrates durant l'action commune. » C'est primé ainsi : Renoncer aux attaques (1) contre la social-démocratie (quelle formule taiseuse !) signifie renoncer à la liberté de critique politique, c'est-à-dire à la fonction principale du parti révolutionnaire.

La capitulation est provoquée non par la nécessité pratique mais par l'état d'esprit rétrograde. Les réformistes viennent et viennent à un accord dans la mesure où la pression des événements et la pression des masses les y obligent. L'exigence de la non-agression est du chantage, c'est-à-dire une tentative des chefs réformistes de tirer un avantage accessoire. Se soumettre au chantage signifie construire le front unique sur des bases pourries et donner la stabilité aux hommes d'affaires réformistes de la faire sauter sous un quelconque prétexte arbitraire.

La critique en général, et d'autant plus dans les conditions du front unique, doit idemment correspondre aux rapports et garder les proportions nécessaires. Il faut réviser les absurdités concernant le social-fascisme : c'est une concession à la social-démocratie mais au marxisme. Ce n'est pas pour les trahisons de 18 mais pour son mauvais travail en 1933

qu'il faut critiquer l'allié. Mais la critique, comme la vie politique même dont la critique est la voix, ne peut s'arrêter une heure. Si les divulgations commodes répondent à la réalité, elles servent les buts du front unique, poussent en avant l'allié provisoire et, ce qui est encore plus important, donnent une éducation révolutionnaire au prolétariat tout entier. Renoncer à ce devoir fondamental, c'est la première étape de cette politique criminelle et honteuse que Staline imposa aux communistes chinois envers le Kuomintang.

Les choses n'en sont pas mieux en ce qui concerne la seconde garantie. Ayant renoncé à la critique contre la social-démocratie, l'appareil staliniste ne pense même pas à rendre le droit de critique aux membres de son propre parti. Le tournant même est accompli comme d'habitude à la manière d'une révélation bureaucratique. Pas de congrès nationaux, ni de congrès international ni même de plénum de l'Exécutif, aucune préparation dans la presse du Parti, aucune analyse de la politique du passé. Et cela n'a rien d'étonnant : aux premiers pas d'une discussion dans le parti, chaque ouvrier qui réfléchit demanderait aux fonctionnaires : pourquoi les bolcheviks-léninistes ont-ils été exclus de toutes les sections et sont-ils soumis en U. R. S. S. aux arrestations, aux déportations et aux fusillades ? Est-ce seulement parce qu'ils croissent plus profondément et qu'ils voient plus loin ? La bureaucratie staliniste ne peut pas admettre une telle conclusion. Elle est capable de n'importe quel saut ou tournant, mais se présenter honnêtement devant les ouvriers pour se confronter avec les bolcheviks-léninistes, elle ne le peut pas et ne l'ose pas.

Ainsi dans la lutte pour sa propre conservation, l'appareil staliniste se tourne vers l'opposition et s'empare de la confiance envers lui non seulement chez les ouvriers social-démocrates mais aussi chez les communistes.

La publication du manifeste de l'Exécutif est encore accompagnée d'une circonstance extérieure à la question que nous examinons, mais qui projette une lumière excessive sur la situation actuelle de l'I. C. et sur l'attitude du groupe dirigeant staliniste envers elle. Dans la Pravda du 6 mars, le manifeste est publié non comme un appel direct et ouvert de l'Exécutif de l'I. C. siégeant à Moscou — comme cela se faisait toujours — mais comme la traduction d'un document de l'Humanité transmise par télégramme « Tass » de Paris. Quelle ruse stupide et humiliante ! Après tous les succès, après la réalisation du premier plan quinquennal, après la « disparition des classes », après « l'entrée dans le

socialisme », la bureaucratie staliniste n'ose plus publier en son propre nom le manifeste de l'Exécutif de l'I. C. Telle est son attitude réelle envers l'I. C. et voilà comment elle se sent elle-même sur l'arène internationale.

Le manifeste n'est pas la seule réponse à l'initiative de la 2^e Internationale. Par l'intermédiaire d'organisations de paille les oppositions syndicales révolutionnaires (RGO) allemande et polonaise, l'Antifa et la soi-disant CGT italienne, l'I. C. convoque pour le mois d'avril un « Congrès ouvrier antifasciste pan-européen ». La liste des invités, comme il convient, est confuse et vaste : les entreprises, (ainsi on dit « entreprises » quoique par les efforts de Staline-Lozovsky les communistes sont évincés de presque toutes les entreprises du monde), les organisations ouvrières locales, révolutionnaires, réformistes, catholiques, de parti ou non, sportives, antifascistes et paysannes. En plus : « Nous voulons aussi inviter tous les isolés qui luttent réellement pour la cause des travailleurs. » Ayant compromis pour longtemps la cause des masses, les stratèges ont appelé aux « isolés », à ces ennemis qui n'ont pas trouvé place dans les rangs des masses mais qui tout de même « luttent réellement pour la cause des travailleurs ». Barbuse et le général Schoenich seront de nouveau mobilisés pour sauver l'Europe de Hitler.

Nous avons ici un livret tout prêt d'une de ces représentations charlatanesques avec lesquelles les stalinistes ont l'habitude de masquer leur impuissance. Qu'a réalisé le bloc amsterdamien des centristes et des pacifistes dans la lutte contre l'agression des bandits japonais contre la Chine ? Rien. Par respect pour la « neutralité » staliniste, les pacifistes n'ont même pas lancé un manifeste de protestation. Maintenant une nouvelle édition du Congrès d'Amsterdam se prépare, non contre la guerre mais contre le fascisme. Que fera le bloc anti-fasciste des « entreprises » absentes et des « isolés » vides si d'une façon générale les choses iront cette fois jusqu'à un congrès. La tendance aux isolés a deux faces : opportuniste et aventuriste. Les socialistes-révolutionnaires russes dans l'ancien temps tendaient la main droite aux libéraux et dans la main gauche tenaient une bombe. L'expérience des dix dernières années témoigne qu'après chaque grande défaite tragique provoquée ou du moins aggravée par la politique de l'I. C. la bureaucratie staliniste tenta implacablement de se « refaire une réputation à l'aide d'une aventure grandiose quelconque (Esthonie, Bulgarie, Candose). Ce danger n'existe-t-il pas maintenant aussi ? En tous cas, nous considérons nécessaire d'élever

la voix pour mettre en garde. Les aventures qui ont pour but de remplacer l'action des masses paralysées désorganisent encore davantage les masses et aggravent la catastrophe.

Les conditions de la situation mondiale actuelle ainsi que les conditions de chaque pays en particulier sont aussi mortelles pour la social-démocratie qu'elles sont favorables pour le parti révolutionnaire. Mais la bureaucratie staliniste a réussi à transformer la crise du capitalisme et du réformisme en crise du communisme. Tel est le bilan du commandement sans contrôle des épigones pendant dix années.

Il se trouvera des hypocrites qui diront : l'Opposition critique le parti tombé dans les mains du bourreau. Les canailles ajoutent : l'Opposition aide le bourreau. En combinant un sentimentalisme faux et le mensonge empoisonné, les stalinistes essaieront de cacher le CC derrière l'appareil, l'appareil derrière le Parti, d'éliminer la question des responsabilités de la catastrophe, de la stratégie mensongère, du régime désastreux, de la direction criminelle : c'est cela qui signifie aider les bourreaux d'hier et d'aujourd'hui.

La politique de la bureaucratie staliniste en Chine ne fut pas moins désastreuse qu'actuellement en Allemagne. Mais là-bas l'affaire se passa derrière le dos du prolétariat mondial, dans des conditions qui lui furent incompréhensibles. La voix critique de l'Opposition ne parvenait presque pas d'URSS jusqu'aux ouvriers des autres pays. L'expérience de la Chine est restée pour l'appareil stalinien presque impunie. En Allemagne, il en est tout autrement. Toutes les étapes du drame se développaient devant les yeux du prolétariat mondial. A chaque étape, l'Opposition élevait la voix. Toute la marche du développement fut annoncée à l'avance. La bureaucratie staliniste calomniait l'Opposition, lui imputait des idées et des plans étrangers à elle, excluait tous ceux qui oseraient parler du front unique, aidait la bureaucratie social-démocrate à démolir les comités locaux unifiés de défense, barrait aux ouvriers la moindre possibilité de sortir sur la voie de la lutte de masses, désorganisant l'avant-garde, paralysait le prolétariat. Ainsi, s'opposant au front unique de défense de la social-démocratie, les stalinistes se trouvèrent avec celle-ci dans un front unique de panique et de capitulation.

Et maintenant, se trouvant déjà devant des ruines, la direction de l'I. C. craint plus que tout la lumière et la critique. Que soit perdue la révolution mondiale, pourvu que vive le vain prestige : Les banqueroutiers

sèment la confusion et brouillent les traces. Le fait que le PC allemand ait perdu sous le premier coup « seulement » 1.200.000 voix devant un accroissement général du nombre des électeurs de 3-4 millions est proclamé par la Pravda comme une « énorme victoire politique ». De même en 1924, Staline proclama comme une « victoire énorme » le fait que les ouvriers en Allemagne qui se retirèrent sans combat soient encore parvenus à donner au PC 3.600.000 voix. Si le prolétariat trompé et désarmé par les deux appareils, a donné cette fois-ci au PC près de 5 millions d'électeurs, cela signifie seulement qu'il lui en aurait donné le double ou le triple s'il avait eu confiance dans sa direction. Il l'aurait élevé au pouvoir si celle-ci avait pu montrer qu'elle est capable de prendre et de garder le pouvoir. Mais elle ne donna rien au prolétariat si ce n'est confusion, zigzag, défaite et détresse.

Où, cinq millions de communistes ont réussi encore à s'approcher un par un de l'urne. Mais dans les entreprises et dans la rue, il n'y en a pas. Ils sont déconcertés, dispersés, démoralisés. Sous le joug de l'appareil, ils ont perdu l'habitude de l'indépendance. La terreur bureaucratique du stalinisme a paralysé leur volonté avant que soit venu le tour de la terreur des bandits fascistes.

Il faut le dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août. Dès aujourd'hui les ouvriers avancés de ce pays ne parleront de la période de domination de la bureaucratie staliniste qu'avec un Apret sentiment de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédictions. Le PC officiel allemand est condamné. Dès maintenant, il ne fera que se décomposer, s'effriter et tomber à néant. Aucun moyen artificiel ne le sauvera. Le communisme allemand ne peut renaitre que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction.

La loi du développement inégal agit aussi sur le sort du stalinisme. Dans les différents pays, il se trouve à différents stades de décomposition. Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira-t-elle d'impulsion à la renaissance des autres sections de l'I. C., l'avenir le montrera. En Allemagne, la chanson funeste de la bureaucratie staliniste est en tout cas finie. Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Sous les coups terribles de l'ennemi, les ouvriers avancés allemands auront à construire un nouveau parti. Les bolcheviks-léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail.

L. TROTSKY.
Prinkipo, le 14 mars 1933.

Les J. C. Hennent sur première conférence de Paris-Ville

Une cinquantaine environ de jeunes communistes participèrent à cette première conférence régionale qui eut lieu au siège du Parti dimanche 19.

La faillite de la politique stalinienne était une pour tous. Pour apprécier l'atmosphère, il suffira de citer Beaugrand, qui, en ouvrant la séance, simulait l'étonnement : « Comment de jeunes communistes comme nous peuvent-ils être aussi peu enthousiasmés ? »

Un rapport ennuyeux de Beaugrand, déroulé de vie, de faits, lourdement chargé de « décisions » du XII^e plénum, sans lettre les attaques calomnieuses contre « éléments trotskystes apparemment innocents » qui pénètrent un peu partout dans les rayons et qu'il faut chasser « ployablement » et sans oublier les « mesures » de « sanctions sévères et d'exclusions » contre les camarades qui ont des relations même lointaines avec les opposants.

Après Beaugrand, différentes interventions des camarades des rayons, toutes les interventions sont dirigées dans le même sens : faillite, et encore faillite de la politique des bureaucraties staliniennes. C'est le 3^e Rayon qui se plaint de ne plus compter qu'une dizaine de membres, de absence totale de directives, de l'inexistence syndicale.

C'est le 3^e Rayon qui critique sévèrement la région et son mauvais travail.

C'est le 15^e Rayon qui alerte les camarades sur la situation déplorable des J.C. ; le 1^{er} Rayon, le 11^e, le 5^e qui tous en arrivent à la même conclusion : la situation est déplorable, nous marchons de recul en recul, malgré la situation objectivement favorable.

Les jeunes militants doivent comprendre il ne suffit pas de se lamenter sur les faits, mais qu'il faut combattre énergiquement la politique qui aboutit à ces faits et marcher de l'avant sur la base des principes et de la tactique juste de l'opposition de gauche, dont les événements de chaque jour confirment la ligne.

C'est ensuite, dans la soirée l'intervention de Coquel, secrétaire de la Fédération, qui affirme que « les dernières élections ont vu que le mouvement allemand est d'être abattu ».

Coquel ajoute : « Les militants prétendent que nous avons eu une politique sage ; la Vérité de cette semaine nous utile, mais les membres du P.C.F. sont tellement responsables de ce qui arrive, nous n'avons rien fait en France pour les camarades allemands. »

Coquel incite sans grande conviction « les militants des jeunesses à ne pas perdre leur confiance dans la direction de l'Internationale, malgré les difficultés en Union Soviétique ».

D'ailleurs, ajoute-t-il, nous ne sommes loin de la victoire en Allemagne, car le plénum l'a prévu : nous entrons dans des révolutions et des guerres » (1) après quelques phrases creuses sur le front unique, les perspectives, etc. Il nous vint que « Charrière est relevé de ses fonctions. Il a démissionné, il a perdu toute confiance dans la politique de l'Internation-

LA VIE DU PARTI

Notre camarade Laflitte exclu du P. C.

En dévoilant les agissements scandaleux de Castelli et la situation équivoque de Perrin, nous avions affirmé un peu à la légère que la bureaucratie locale était incapable de toute décision énergique. Elle vient de nous infliger un sévère démenti en excluant, pour « Trotskysme », notre camarade Laflitte. Celui-ci est accusé :

- 1^o D'être entré en relations avec Trotsky, lors du passage de ce dernier à Marseille. Le chef de la révolution mondiale est, sans doute, décrié « intouchable » par les dirigeants centristes qui lui prêtent la compagnie des Bergery, Marestan, Lassalarié, etc. ;
- 2^o D'avoir diffusé « La Vérité ». Défendre les idées du léninisme est incompatible avec la qualité de membre du parti, mais il est permis au bolchevik (?) Barbuse de diriger le journal confusionniste et contre-révolutionnaire Monde ;
- 3^o De s'être élevé contre le Congrès d'Amsterdam ;
- 4^o D'avoir défendu des « théories trotskystes » sur le F. U. et l'unité syndicale dans des meetings de fonctionnaires.

Que Laflitte fut oppositional, c'était un secret de polichinelle, et nos bureaucraties ne pouvaient ignorer sa position politique. Notre camarade défendait depuis longtemps, sans hypocrisie, les idées de l'opposition. Ses désaccords avec la politique centriste, il les manifestait dans toute son activité. Au C. E. M. en particulier, non seulement à propos d'Amsterdam, mais à chaque discussion, et notamment dans ses rapports sur la question syndicale, Laflitte a développé et défendu les points de vue oppositionalistes. Alors, pourquoi cette exclusion à retardement ?

La mesure qui frappe notre camarade n'est qu'un des effets de la lutte acharnée engagée, actuellement, dans notre région, contre l'opposition de gauche. Devant la faillite complète de leur politique, qui se traduit par l'isolement complet du P. C., nos dirigeants n'ont qu'un souci : empêcher par tous les moyens la critique léniniste de dénoncer leur responsabilité et de montrer la seule voie de redressement du parti.

Mais nos dignes émules de Staline se trompent grossièrement s'ils croient balayer l'opposition avec de tels moyens. Pensent-ils que les coups empêcheront l'opposition de faire entendre sa voix ? S'imagine-t-ils que les exclusions établiront une cloison étanche entre le F. C. et nous ? Les idées de Lénine sont plus fortes que les armes que peuvent leur opposer les bureaucraties.

Notre groupe, qui se renforce sans cesse, qui voit son cercle de sympathisants actifs s'agrandir chaque jour, continuera inlassablement son action bolchevique pour le redressement du parti, et les mensurages bureaucratiques se retourneront un jour contre leurs auteurs.

Jeanne Reay.

Une assemblée d'information sur le « Trotskysme » (3^e rayon)

Nous avons déjà signalé dans la Vérité le progrès de la pénétration de plus en plus profonde de nos idées dans le 3^e Rayon.

Les colonnes les plus répugnantes, les exclusions systématiques, les violences bureaucratiques ne parviennent plus à enrayer notre développement.

Devant la faillite de la politique stalinienne en Allemagne et dans l'Internationale, les militants les plus conscients marchent, chaque jour plus nombreux, chaque jour plus résolument vers l'opposition.

Aucun ouvrier conscient n'a plus la moindre confiance en la politique criminelle de ceux qui ont conduit la Révolution allemande à la défaite la plus cruelle.

Dans le 3^e Rayon, les discussions se font de plus en plus orageuses. Les militants exigent des comptes, dressent le bilan de la politique centriste, mettent en pleine lumière les responsabilités des dirigeants.

Jusqu' alors, les bureaucraties répondaient par des menaces d'exclusion, qui, aux yeux de tous, n'étaient que l'aveu de leur impuissance. La direction comprend aujourd'hui que ces « moyens » ne suffisent plus.

Acculée au pied du mur, elle en arrive à promouvoir une « assemblée d'informations » sur le « trotskysme ».

Evidemment, nous ne devons pas nous contenter de nous réjouir de ce premier résultat. La bureaucratie va tenter au cours de cette assemblée, de répandre sur les oppositionnels les pires calomnies afin de les isoler du rayon.

Elle va, sur les conseils de Semard et autres « fonctionnaires domestiqués » de Staline, « tendre un piège » aux militants, leur faire « ouvrir la bouche » pour mieux les frapper.

Notre tâche sera de démasquer leurs mensonges dans la lutte de chaque jour, pendant et après cette assemblée, d'exiger la convocation immédiate du 7^e Congrès de l'I. C. avec notre participation, de répondre à leurs colonnes par nos mots d'ordre clairs.

Un jeune ouvrier, J.S., voit son adhésion repoussée par la direction, sous prétexte de « trotskysme ».

Il y a quelques semaines, le camarade R. G. se trouvait également rejeté pour le même motif.

Les meilleurs militants sont soupçonnés de sympathies pour l'opposition. Une « Commission de contrôle » a été constituée pour « repérer » tous les oppositionnels. L'appareil veut utiliser à notre égard les procédés que l'on réserve habituellement aux provocateurs.

De jeunes travailleurs, d'excellents militants sont ainsi, tels des policiers, l'objet d'interrogatoires et d'enquêtes systématiques.

L'opposition s'est enracinée dans le 3^e Rayon ; à chaque exclusion, les militants répondent par de nouvelles adhésions à l'opposition, à chaque violence, à chaque calomnie, par de nouvelles sympathies.

A propos de provocation dans le P. C. Italien

A la rédaction de la Vérité
Chers Camarades,

Dans le dernier numéro de Vie Proletarienne (19 mars), dans un article dans lequel l'omission de la signature est probablement déterminée par la préoccupation de ne pas être obligé d'avouer demain que l'auteur n'était qu'un anneau de la chaîne de provocateurs que l'OVRA a réussi... La clique Ercoli et famille, par sa politique aidant — à passer au cou du Parti Communiste d'Italie et de ses ramifications en France, trouve le moyen, non seulement de baver de rage contre les « trotskistes », mais aussi de renverser les faits et d'attribuer aux autres ce qui revient uniquement et exclusivement à la clique de Ercoli d'hier et d'aujourd'hui.

Comme quelques-uns de ces faits me sont personnellement connus, et dans le seul but d'éclaircir les quelques camarades du Parti qui sont encore capables de se former un jugement, permettez-moi d'apporter les précisions suivantes :

J'ai posé la question Sprea devant le Bureau politique du Parti et devant le Secrétariat trois fois. La première, en 1927, quand, selon les informations des camarades du Bureau spécial qui travaillaient à Milan, Sprea avait « disparu » de Milan sans justification plausible. Dès ce moment j'ai proposé de sortir Sprea de l'appareil (dans lequel il venait d'entrer) par mesure de précaution. J'ai posé une deuxième fois la question Sprea en 1928, quand, contrairement aux décisions du Bureau Politique, on a su que Sprea, sorti de l'appareil comme élément léger et sûr lequel il y avait des points obscurs, avait été élevé à des postes de direction dans les groupes de langue de la région parisienne, et quand j'ai eu, de la bouche même de Sprea, l'affirmation qu'il était toujours en liaison avec Vitrotto, type sur lequel le Parti avait des doutes depuis plusieurs années.

J'ai posé une troisième fois la question Sprea au mois de mai 1929, quand j'ai su que Sprea, au lieu d'être replacé à la base, comme pour la deuxième fois le B. P. l'avait décidé, avait grimpé encore plus haut au sein de la Région parisienne. Le B. P. et le secrétariat ont pris une troisième fois la décision de ramener Sprea à la base, mais pour la troisième fois Sprea, au lieu de descendre, est monté plus haut.

Pourquoi ? Un peu parce qu'il avait réussi, par son activité, à gagner de l'influence dans les groupes, mais surtout parce qu'à la tête du Parti, sous l'influence de Ercoli, on commençait déjà à délaissier et à ridiculiser les mesures de prudence les plus élémentaires.

En 1930, La Vérité a nommé publiquement Sprea et a dénoncé le fait inouï que non seulement il n'avait pas été ramené à la base, mais qu'on l'avait hissé à la direction de la Région parisienne d'où il continuait, naturellement, contre les « trotskistes ».

C'est seulement en décembre 1930, dit la Vie Proletarienne, que Sprea fut retiré du secrétariat de la Région parisienne, mais non à cause de sa légèreté et de ses points obscurs, mais parce que soupçonné de « trotskysme » ! Sprea pouvait très bien être un agent de l'OVRA, personne ne l'aurait dérangé pour cela, mais du moment qu'il a été soupçonné de « trotskysme », Ercoli-famille n'ont plus hésité un instant !

Quant à Valentini, il fut expulsé du Parti à cause de sa légèreté. Mais cette expulsion touchait au vit ceux par exemple qui, malgré les avertissements donnés, ne s'étaient pas gênés de le placer au bureau illégal du Parti. Ercoli et les « Pippo Pappa » l'ont réadmis ; ils l'ont utilisé contre les « trotskistes » et expulsé alors

que — en admettant que ce que dit Vie Proletarienne ne soit pas un amas de mensonges comme tout le reste — sa soumission à la politique de la « Troisième Période » n'a plus été complète.

Je ne connais pas les autres éléments indiqués par Vie Proletarienne, mais si le Barrière, par exemple, c'est A. L., on pourrait malheureusement ajouter un chapitre à l'activité criminelle de la bande Ercoli-Gallo et C. aussi dans le domaine de l'organisation.

Je veux profiter de l'occasion pour porter à la connaissance des camarades un fait typique qui démontre jusqu'où est arrivée la dégénérescence de la clique stalinienne du P.C.I. qui a à sa tête un Ercoli.

A l'occasion de « l'affaire Girone » les membres du B. P. qui étaient au siège, ont décidé, dans une réunion à laquelle je n'ai pas participé, de m'envoyer auprès des dirigeants de la gauche bordigiste pour leur communiquer ce qu'on savait sur Girone, Ercoli, avec d'autres, était absent, mais à son retour, lorsqu'il fut mis au courant de la mission décidée par le B. P., il devint, avec sa clique d'adorateurs de rage et a affirmé avec d'autres que « pour lutter contre la gauche nous devons utiliser aussi la police ».

Il suffit de rapporter ces paroles pour comprendre à quel point on a fait !

Encore deux mots.

Vie Proletarienne termine son article en accusant les « trois », plus Giacomini, de lâcheté personnelle.

La seule réponse à cette accusation c'est l'activité que chaque camarade a donné au Parti dans les conditions les plus difficiles et la ferme dont il a fait preuve dans les diverses circonstances. Mais comme les bureaucraties qui salissent Vie Proletarienne ont le toupet d'apporter un tel argument, je fais la proposition suivante : qu'on nomme une Commission uniquement de camarades membres du Parti depuis sa constitution. Devant cette Commission, nous rendrons compte, pour notre part, de notre activité dans les moments les plus critiques du Parti et les bureaucraties, c'est-à-dire les Ercoli, les Mario Montagna, les Robotti, les Vittorio, les Sergio, les Gnucci, les Gallo avec leur Marises et Estelles, fourniront la leur. Je propose aussi que les résultats motivés auxquels arrivera cette Commission soient portés à la connaissance de tous les camarades. Si les bureaucraties indiquées sentent la conscience tranquille, ils n'auront certainement rien contre une proposition pareille.

« Attention donc leur réponse ! »

Merçi et salutations.

BLASCO.

SERVICE DES LIVRES DE « LA VERITE »

L. TROTSKY. — Cours nouveau (1923) 3 50

L. TROTSKY. — Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? (1925) 3 50

L. TROTSKY. — Les problèmes de Révolution allemande (1931) 1 50

L. TROTSKY. — Et maintenant ? (1932) 3

L. TROTSKY. — Les problèmes de la guerre civile (1924) 1 50

L. TROTSKY. — La seule voie 2

QU'EST-CE QUE L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE ? — Brochure de propagande à 1

LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1930 (n° 47 à 26) 30

LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1931 (n° 27 à 35) 20

LA LUTTE DES CLASSES. — Année 1932 (n° 36 à 45) 20

L. TROTSKY. — Histoire de la Révolution russe (Tome I) 15

Adresser les commandes, 23, rue des Vinaigriers, Paris (X^e). La Vérité.

Compte chèques postal : Naville 1833-80, Paris.

La Grèce : P. Frank.

Imprimerie Centrale de la Bourne 117, rue Réaumur, Paris (9^e)